

Citation style

Cahn, Jean-Paul: review of: Hans-Christian Herrmann / Ruth Bauer (eds.), *Widerstand, Repression und Verfolgung. Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus an der Saar*, St. Ingbert: Röhrig, 2014, in: *Francia-Recensio*, 2015-3, 19./20. Jahrhundert - Histoire contemporaine, downloaded from recensio.net

First published:

<http://www.perspectivia.net/publikationen/francia/francia...>



copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

Hans-Christian Herrmann, Ruth Bauer (Hg.), Widerstand, Repression und Verfolgung. Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus an der Saar, St. Ingbert (Röhrig Universitätsverlag) 2014, 474 S. (Geschichte, Politik und Gesellschaft. Schriftenreihe der Stiftung Demokratie Saarland e. V., 14), ISBN 978-3-86110-553-4, EUR 38,00.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Jean-Paul Cahn, Paris

Quand Hitler arriva au pouvoir la Sarre était encore séparée de la république de Weimar et sous statut SDN¹. La mainmise française sur le territoire et des actes tels que l'occupation de la Ruhr (1923) firent qu'en dépit du déficit d'attractivité de la république allemande une majorité de Sarrois, qui vivait cette période comme un temps de »mise sous tutelle et d'exploitation«², souhaitait un retour à l'Allemagne, si possible dans un Reich moins démocratique. Un tel changement de régime devenait possible avec Hitler.

Cet ouvrage collectif publié par Hans-Christian Herrmann et Ruth Bauer s'interroge sur des aspects qui soulèvent aujourd'hui encore des interrogations sans réponse définitive. Dans la ligne de l'historiographie allemande actuelle, nonobstant les objections de la race impérissable des adeptes de l'oubli national, ce livre pose au miroir de la Sarre des années 1930–1940 la question: pourquoi le nombre de ceux qui s'engèrent dans la résistance au nazisme fut-il aussi restreint, et sur ses corollaires, par exemple pourquoi les coupables furent-ils si nombreux et pourquoi les réparations dont bénéficièrent les victimes dans ce territoire une nouvelle fois détaché de l'Allemagne (en union économique avec la France jusqu'en 1956) furent-elles si parcimonieuses?

Une contribution est consacrée spécialement à la période 1933–1935. D'autres l'évoquent dans un cadre thématique et temporel plus large. Lors du référendum qu'avait prévu le traité de Versailles, et à l'occasion duquel les électeurs sarrois appelés à se prononcer sur le devenir de leur territoire devaient avoir le choix entre la pérennisation du statut SDN, l'intégration à la France ou le retour à l'Allemagne, Berlin ne pouvait se permettre un échec. La question posée touchait au cœur le problème national. Et tout un chacun savait qu'au début des années 1930 la Sarre voulait redevenir allemande. Le national socialisme, encore en phase de consolidation, ne pouvait accepter que ne se réalisât pas sous Hitler ce qui était promis en matière d'unité au régime de Weimar. Le refus d'une population allemande, dans un territoire germanique, de rejoindre la mère-patrie eut constitué un désaveu inacceptable et

¹ Voir e. a. Ludwig Linsmayer, Politische Kultur im Saargebiet 1920–1932. Symbolische Politik, verhinderte Demokratisierung, nationalistisches Kulturerleben in einer abgetrennten Region, St. Ingbert 1992.

² Hans-Christian Herrmann, Ruth Bauer (dir.), Widerstand, Repression und Verfolgung. Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus an der Saar, St. Ingbert 2014, p. 21.

selon toute vraisemblance insurmontable pour les nouveaux maîtres de Berlin.

Or, avec l'installation de la dictature en Allemagne et les mesures prises en vue de sa consolidation, les deux années qui séparaient la région du référendum sur son devenir ne furent pas chiches en signaux d'alerte: mise aux pas, persécutions politiques et raciales, etc., poussèrent de nombreux Allemands à se réfugier en Sarre et certains à y porter témoignage. Mais dans ce territoire sarrois hostile à une France qui veillait ouvertement à ce que les libertés démocratiques y fussent mesurées, la notion de »«communauté de destin«, fondée sur un sentiment profond d'appartenance au Reich, et donc très efficace au plan émotionnel, mobilisa en même temps qu'elle incita peu à peu à détourner le regard des très nombreuses bavures – accidentelles et surtout calculées – des nazillons locaux. Pour le Reich, les Sarrois passèrent du statut de population à celui d'électorat. Ils furent soumis à des pressions considérables orchestrées depuis Berlin, en partie par des Sarrois (l'avocat Heinrich Schneider ...) et relayées par des adeptes parfois puissants (l'industriel Herrmann Röchling ...) ainsi que par des médias influents, très majoritairement anticipateurs, calculateurs et serviles. La presse conservatrice ne tarda pas à s'auto-désigner »organe du front pro-allemand«³, relayant la menace nazie d'»exterminer les ennemis de l'État« et affirmant que le judiciaire avait pour mission »d'aider à la protection et à la conservation de la race allemande«⁴. Ces pressions se résumaient pour l'essentiel à une »stick and carrot policy«, mélange de séduction que l'on ne pouvait refuser pour les uns, de menaces et de violences sur leur personne et sur leurs proches de l'autre. Le NSDAP sarrois, de peu d'influence avant 1933 face au *Zentrum* et à la gauche, mais qui avait tissé sa toile dans divers secteurs (politique, mais aussi économique, profitant de la fuite des capitaux français) connut une vague d'adhésions dès 1933. Le Front irrédentiste (Deutsche Front), étroitement contrôlé en sous-main par le NSDAP, put aussi largement compter sur l'apport des syndicats⁵ – implantés au sein du Front unitaire national (Nationale Einheitsfront) depuis les grandes grèves sarroises et l'occupation de la Ruhr en 1923.

La »violence émanait d'abord du NSDAP«, note Herrmann qui ajoute que, »paradoxalement, de nombreux contemporains espéraient qu'avec l'État national-socialiste l'ordre reviendrait«⁶. Par peur des représailles des représentants de la dictature on adhéra massivement à ladite dictature à un moment où l'on pouvait encore s'y soustraire. L'engagement jusque dans ses plus hautes sphères (à commencer par les évêques de Trèves et de Spire) d'une grande partie de la hiérarchie catholique⁷, très écoutée et influente dans cette région à dominante croyante, pratiquante et conservatrice, en faveur du retour à la patrie, empêcha-t-il d'entendre le message et les témoignages des sociaux-

³ Andreas Merl, »... sich auf dem Altare des Vaterlands zu opfern«. Zum vorausseilenden Gehorsam der Saarländer 1933–1935, dans: *ibid.*, p. 125 sq.

⁴ Cit. *ibid.*, p. 77.

⁵ Merl, »... sich auf dem Altare des Vaterlands zu opfern« (voir n. 3), p. 134 sq.

⁶ Hans-Christian Herrmann, Einführung, dans: Herrmann, Bauer (Hg.) (voir n. 2), p. 29.

⁷ Heinrich Küppers, Das christlich-katholische Lager an der Saar 1933–1945, dans: *ibid.*, p. 213 sq.

démocrates et des communistes qui avaient fui le Reich?

Reprenant en l'élargissant à la population sarroise la notion forgée par Ian Kershaw à propos de la chaîne décisionnelle («working towards the Führer») Andreas Merl centre sa présentation des années 1933–1935 sur ces Sarrois qui n'eurent qu'une hâte, aller au devant du Reichskanzler et de ses conceptions avant même d'y être contraints. Le décryptage du suivisme néglige encore trop souvent cet empressement spontané qui n'épargna aucune couche sociale. »La dimension dictatoriale manifeste du gouvernement national-socialiste ne dissuada pas la majorité«⁸. Création opportuniste mais immédiatement puissante, la Deutsche Front balaya sur son passage l'essentiel des partis établis, bien que de nombreux catholiques sarrois fussent choqués par le sort que le nazisme réservait à leurs coreligionnaires allemands. Seuls quelques uns, parmi eux le chef des quatre premiers gouvernements de la future Sarre autonome, le journaliste Johannes Hoffmann par exemple⁹, s'engagèrent en faveur du statu quo pour éviter à leur territoire l'intégration à un Reich phagocyté par les nazis, optant en réalité pour une opposition qui, présentée par les adeptes zélés du national-socialisme comme hostile à la patrie, leur valut dans l'immédiat bien des brimades, les exposa une décennie durant à des persécutions ou les poussa à l'exil. Mais leur engagement devait s'avérer aussi vain que celui des partis de gauche autour notamment de Max Braun: le référendum du 13 janvier 1935 montra qu'une forte majorité des anciens du SPD et du KPD choisit l'option allemande¹⁰. À ceux qui restaient fidèles à leur engagement s'offraient l'exil ou la résistance intérieure. Les deux partis de gauche firent cause et projets communs jusqu'en 1938, quand la justification par le KPD des crimes de Staline vint mettre un terme à leur proximité.

Nombreux furent parmi les Sarrois ceux qui donnèrent libre cours à leur antisémitisme, ancré de longue date et que les années 1920 avaient développé: boycottage des commerces, spécialement des grands magasins et des professions libérales juives, incitation des enfants à maltraiter leurs condisciples juifs ou tolérance lorsque cela se produisait ... En cela la campagne qui précéda le référendum de 1935 et les manifestations d'allégresse qui accueillirent son résultat contenaient en germe les violences qui marquèrent en Sarre la nuit de cristal. Il est vrai qu'à côté des espoirs d'enrichissement personnel que l'on pouvait nourrir en attendant la spoliation¹¹ la menace agitée par les nazis sarrois de représailles après le référendum à l'encontre des philosémites agit. Par la suite, la police se montra un auxiliaire actif des services chargés de la déportation, Gestapo, SS, etc. En 1940 la Sarre fut considérée avec le Palatinat comme l'une des deux premières régions »libérées des juifs«

⁸ Hans-Christian Herrmann, Einführung, dans: Herrmann, Bauer (Hg.) (voir n. 2), p. 24.

⁹ On se reportera à la belle étude de Heinrich Küppers, Johannes Hoffmann (1890–1967). Biographie eines Deutschen, Düsseldorf 2008.

¹⁰ Joachim Heinz, Sozialdemokratie und Kommunisten 1933 bis 1945 im Saarland. Ein Überblick, dans: Herrmann, Bauer (Hg.) (voir n. 2), p. 185 sq.

¹¹ Mareike Thomé, Vom Unrecht des NS-Staates profitieren – »Arisierungen« im Saarland, dans: ibid., p. 103 sq.

(*judenfrei*). Une étude de cas consacrée au rabbin Rülff¹², que la ville de Sarrebruck a voulu honorer en lui consacrant une place en 2013, complète à partir d'un exemple individuel les contributions plus larges consacrées au problème des juifs¹³.

Pour les Églises dominantes, qui n'avaient pas accepté e. a. la déconfessionnalisation des écoles, l'hostilité à la France fut un facteur non neutre de leur engagement en faveur du retour au Reich. En la circonstance, la défense de leurs intérêts allait de pair avec certains points d'idéologie sur lesquels elles n'étaient pas très éloignées du nazisme. Tel était le cas des idéaux démocratiques weimariens auxquels elles ne souscrivaient qu'avec d'expresses réserves, et surtout de l'antibolchévisme du pouvoir allemand qu'elles saluaient. Comme le montre Heinrich Küppers¹⁴, l'Église catholique donna priorité à un retour à l'unité nationale, ce qui répondait au moins en partie au désir d'en finir avec les doutes sur sa loyauté patriotique que le Kulturkampf avait fait naître au dix-neuvième siècle, sous Bismarck. De nombreux clercs militèrent en faveur d'un vote allemand sans nuance ni respect des personnes et de leur conscience, l'Église protestante¹⁵ allant quant à elle jusqu'à réactualiser la vieille lune de la responsabilité des juifs dans la mort du Christ pour faire un sort aux problèmes éthique et théologique que posait l'antisémitisme.

Le résultat spectaculaire du référendum du 13 janvier 1935 donna lieu à des scènes de liesse sur fond de drapeaux à croix gammée. Que le territoire connût de sérieux problèmes à la suite de sa réintégration au Reich n'eut aucun effet dissuasif, ne fût-ce d'ailleurs (mais pas uniquement) que parce que l'expression d'une quelconque réticence envers le régime était désormais interdite. Les autorités parvinrent à canaliser les mécontentements – en particulier grâce à l'habileté du Gauleiter Bürckel qui sut jouer des travailleurs des mines de charbon et des usines sidérurgiques, secteurs auxquels le Reich était sensible en raison de leur importance pour l'industrie de l'armement et auxquels il accordait valeur d'exemple pour la noblesse et l'engagement du travail ouvrier. Manipulateur, Josef Bürckel sut *play the system*. Comme dans le reste de l'Allemagne le mythe Hitler fut d'une importance primordiale¹⁶.

La grande violence qui s'était établie en Sarre ne disparut pas, tant s'en faut, avec le retour à l'Allemagne. Elle n'était pas le fait des seuls membres du NSDAP ou des organisations du régime. Le camp de la Bremme d'Or en fut une illustration¹⁷.

¹² Herbert Jochum, *Leben und Wirken von Rabbiner Dr. Friedrich Schlomo Rülff*, dans: *ibid.*, p. 313 sq.

¹³ Notamment Herrmann, *Aspekte zum jüdischen Leben an der Saar – die Zeit vom 19. Jahrhundert bis zum Holocaust*, dans: *ibid.*, p. 35 sq.

¹⁴ Küppers, *Das christlich-katholische Lager an der Saar 1933–1945* (voir n. 7), p. 213 sq.

¹⁵ Jörg Rauber, *Christus, Volk und Führer. Die evangelischen Kirchen an der Saar und ihr Verhältnis zum Nationalsozialismus*, dans: Herrmann, Bauer (Hg.) (voir n. 2), p. 237 sq.

¹⁶ Michelle Klöckner, *Treue Volksgenossen? Die Saar zwischen Resistenz und Zustimmung*, dans: *ibid.*, p. 149 sq.

¹⁷ Elisabeth Thalhoffer, *Repression und Verfolgung und das Lager Neue Bremm*, dans: *ibid.*, p. 337 sq.

Si bon nombre de catholiques s'accommodèrent du nazisme et de ses excès, l'encyclique pontificale du 21 mars 1937 («Mit brennender Sorge», rappelons que ce texte ne fut pas publié en latin) fut un coin en raison de sa vive critique du national-socialisme. Berlin ne tolérait *in fine* aucun dogme en dehors du nazisme¹⁸. Des processions, pèlerinages etc. doivent être interprétés comme des actes de protestation contre le régime. Face à Gustav Adolf Müller, leader de ce mouvement des «Chrétiens allemands» (Deutsche Christen) qui s'épanouit sur le terreau de l'euphorie nationaliste qui marqua 1935, et d'un certain nombre de protestants assimilés¹⁹, se dressèrent surtout des opposants individuels.

Lorsqu'ils furent évacués vers la fin de la guerre les Sarrois firent une cruelle expérience: ils avaient souhaité être intégrés à un Reich qui, désormais, loin de leur en savoir gré, les accueillait sans aménité à la suite de nombreux malentendus et leur reprochait entre autres ... leur «paresse»²⁰! Le retour en Sarre ne fut pas plus enthousiasmant pour certains, de nombreux logements ayant été vidés ou saccagés en leur absence.

La période qu'avaient ouverte le oui à l'intégration au Reich nazi de quelque 97% des électeurs le 13 janvier 1935 et les débordements d'enthousiasme nationaliste qui l'avaient salué prit fin le 21 mars 1945 avec l'entrée des troupes américaines dans Sarrebruck et Neunkirchen. Ce territoire qui s'était livré en toute connaissance de cause, fort de son information de ce qui se passait en Allemagne depuis deux ans, et qui avait pleinement partagé sa guerre, ses succès, ses défaites, sa culpabilité ..., accueillit les *Remigranten*, ces opposants et victimes du «Troisième Reich» qui étaient susceptibles de lui redonner quelque honorabilité, comme des traîtres et des planqués. Les mouvements favorables à la France (MRS etc.) n'étaient majoritairement pas désintéressés. Johannes Hoffmann, Richard Kirn et d'autres exercèrent néanmoins le pouvoir à leur retour, essentiellement parce que la constitution de 1948 n'ouvrait guère d'autres possibilités que des gouvernements favorables à l'union économique avec la France. Tout comme dans le reste de l'Allemagne de nombreux Sarrois se considéraient eux-mêmes comme des victimes, et l'antisémitisme n'avait pas disparu. Les procédures en indemnisation des victimes s'éternisèrent, et la bureaucratie se montra excessivement tatillonne dans la reconnaissance de leur statut²¹. En Sarre, comme partout, les victimes, numériquement trop faibles, ne parvinrent à faire valoir ni leur préjudice ni leurs droits face à un trop grand nombre de coupables solidaires soutenus par la passivité de trop nombreux indifférents. La partie scientifique de l'ouvrage prend fin avec une réflexion sur la mémoire des victimes de cette

¹⁸ Küppers, *Das christlich-katholische Lager an der Saar 1933–1945* (voir n. 7), p. 236.

¹⁹ Rauber, *Christus, Volk und Führer* (voir n. 15), p. 276–277.

²⁰ Nicolas J. Williams, *Von »Saarfranzosen« und »Zigeunervolk«*. Saarbrücker Evakuierte als »Opfer«, dans: *ibid.*, Herrmann, Bauer (Hg.) (voir n. 2), p. 279 sq.

²¹ Wilfried Busemann, *»Wiedergutmachung«, Restauration und Wertewandel*, dans: *ibid.*, p. 371 sq.

période dans l'Allemagne unifiée²². L'ouvrage lui-même se termine par une longue proposition d'exploitations didactiques possibles de sa thématique²³.

Un aspect particulièrement intéressant est la présentation très concrète. La plupart des contributions citent des exemples pertinents à l'appui de leur propos, ce qui a l'avantage d'allier thèses et illustration. La très brève contribution de Mareike Thomé sur les spoliations de biens juifs en est un exemple²⁴. La présentation tout en nuance par Heinrich Küppers du cas de Franz Josef Röder (chef du gouvernement sarrois de 1959 à 1979), qui adhéra au NSDAP dès août 1933²⁵, en est un autre, tout comme les itinéraires de tortionnaires que trace Elisabeth Thalhofer à propos du camp de Sarrebruck²⁶.

Le titre »Widerstand, Repression und Verfolgung« place sur un même plan la résistance au nazisme, les répressions et les persécutions. En ce sens il n'est peut-être pas très heureux: force est de constater que le troisième aspect, particulièrement le problème de l'antisémitisme, l'emporte largement sur les deux autres. Sans nier en quoi que ce soit son importance, on peut déplorer qu'il s'ensuive une disproportion de fait qui ne rend peut-être pas suffisamment justice aux autres victimes du »Troisième Reich« en Sarre, alors que l'intention de les placer au cœur du livre est plusieurs fois affirmée.

L'intérêt des Sarrois pour leur histoire est une réalité. Il favorise depuis de nombreuses années une production historiographique importante. On est quelque peu surpris que ce livre de bonne tenue fasse l'économie d'une bibliographie spécifique – inévitablement sélective compte tenu de la quantité d'études qu'a suscitées la période 1933–1945, mais qui aurait permis de faire connaître des travaux récents. Bien qu'il soit admis que les ouvrages collectifs peuvent s'en passer, il n'est jamais inutile de signaler les études qui sont essentiels et/ou qui viennent de paraître. On aurait également apprécié un index des noms cités. Mais la matière est incommensurable et elle contraint les éditeurs à faire des choix. N'oublions pas que cet ouvrage collectif est né d'une série de conférences (en 2013) consacrées à la commémoration en Sarre des victimes du national-socialisme.

Pour son apport à la connaissance du »Troisième Reich« ce quatorzième volume de la série »Geschichte, Politik und Gesellschaft. Schriftenreihe der Stiftung Demokratie Saarland e. V.« mérite amplement d'être lu avec attention.

²² Johannes Grossmann, Das unfassbare begreifen. Geschichts- und Mahnkultur in Deutschland zwischen »Objektivierung« und »Europäisierung«, dans: *ibid.*, p. 395 sq.

²³ Julia Gerhardt, Didaktischer Teil, dans: *ibid.*, p. 421 sq.

²⁴ *Ibid.*, p. 103 sq.

²⁵ Küppers, Das christlich-katholische Lager an der Saar 1933–1945 (voir n. 7), p. 218–219.

²⁶ Thalhofer, Repression und Verfolgung und das Lager Neue Bremm, dans: *ibid.*, p. 337 sq.